



Liberté • Égalité • Fraternité

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE du GERS**

**DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau du droit de l'environnement**

ARRÊTÉ abrogeant

l'arrêté mettant en demeure la SARL Pierres de l'Armagnac qui exploite une carrière à BIRAN de produire un document original renouvelant l'acte de cautionnement solidaire

Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L 514.1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 mettant en demeure la S.A.R.L. Pierres de l'Armagnac de produire un document original renouvelant l'acte de cautionnement solidaire ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 9 octobre 2009 faisant parvenir un acte de cautionnement solidaire en date du 7 octobre 2009 ;

VU le rapport R-9233 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 9 octobre 2009 ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort de ce rapport que le montant visé dans l'acte de cautionnement est conforme à l'arrêté d'autorisation dont il fait référence ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers ;

ARRÊTE

Article 1er :

L'arrêté de mise en demeure du 15 septembre 2009 pris à l'encontre de la S.A.R.L. Pierres de l'Armagnac, **est abrogé.**

Article 2 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (Villa Noulibos - Cours Lyautey - B.P. 543 - 64010 - PAU CEDEX).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, et commence à courir du jour où la présente décision est notifiée.

Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général, M. l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à M. le Maire de RIGUEPEU ainsi qu'à M. le Président de la Banque Courtois.

Fait à Auch, le 16 octobre 2009

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Signé : Serge GONZALEZ.